

# Enbat

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
25 mars 2010  
n° 2121  
1,30 €

Deuxième tour  
des régionales

## Consultation

## Batera

# OUI 78,22%

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Le tour de force

**D**IMANCHE 21 mars 2010, les 6.600 votants de 8 communes du Pays Basque transforment l'essai marqué une semaine plus tôt par 28.000 de leurs concitoyens. Victoire magnifique, historique pour Batera, la plate-forme organisatrice de la consultation sur l'opportunité de la création d'une collectivité territoriale Pays Basque. Aboutissement d'un long parcours engagé huit années plus tôt, lui-même héritier du mouvement adossé à la grande manifestation du 9 octobre 1999. Étape décisive du marathon engagé par les trois provinces d'Iparalde depuis plus de deux siècles en faveur de la reconnaissance institutionnelle. «*Ma province proteste*», avait clamé Garat-lejeune, député labourdin du Tiers à l'Assemblée nationale, le jour même de la création du département des Basses-Pyrénées qui retirait volontairement aux Basques leurs institutions séculaires. Depuis, le problème institutionnel n'a jamais quitté le débat politique. Que ce soient les milieux économiques au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Association des élus du Pays Basque ou les forces abertzale depuis plus de quarante ans, la soif d'exister des Basques ne s'est jamais tarie. Les 78 % de votes «*bai*» sont là pour le prouver, témoins incontestables. Car la ténacité des Basques ne fléchira pas face au mépris de l'État jacobin, usé, conservateur et ruiné, qui refuse même l'idée de se poser la question.

Que l'on s'attarde sur les conditions d'organisation de la consultation et l'on comprendra qu'outre le résultat positif réjouissant, cette votation citoyenne est un véritable tour de force, et à plus d'un titre. La mobilisation militante, d'abord. Plus d'un millier de ci-

toyens ont tenu des bureaux de votes dans 124 communes, assurant un maillage important sur tout le territoire, bravant aussi parfois l'humeur d'élus «*démocrates*» qui semblent craindre une consultation démocratique. Tour de force encore quand on sait que l'État, par le biais de son préfet zélé, a mis tout son poids dans la balance pour entraver cette consultation, ne parvenant seulement qu'à fédérer contre lui la majorité des maires du Pays Basque, toutes tendances confondues. Tour de force toujours que celui d'obtenir près de 20 % de «*ez*» dans les urnes, preuve éclatante que les opposants au projet institutionnel souhaitent aussi donner leur avis sur la question, et légitiment la démarche de Batera. Tour de force enfin, de parvenir, en deux journées seulement, à l'occasion d'élections marquées par une forte abstention, et sans pouvoir consulter l'ensemble des citoyens puisqu'une trentaine de communes restaient sans bureaux de vote, à réunir plus de 34.000 votes, soit un nombre supérieur aux quelques 32.000 signatures récoltées patiemment, au porte-à-porte, pendant près de deux années, entre 2006 et 2008. Chapeau bas, Batera!

Qui peut aujourd'hui oser déclarer, sans faire preuve d'irresponsabilité, que la question territoriale n'est pas une préoccupation majeure des habitants de ce pays? Qui peut encore se permettre de balayer d'un revers de main dédaigneux cette revendication, sans que ne lui pèsent ces 34.000 votes exprimés? Batera a pris date. Son acte citoyen exemplaire ne peut être négligé. Ou la démocratie n'est plus qu'un vain mot qui sert de parure à des gouvernants et des élus hors-sol...

## “Herriak ez du barkatuko!” vs “Gatazka politikoaren gainditzea!”

**B**EROAN bero Estatu baten makina hotzaren gehiegikerien aitzinean ateratzen diren lehen hitzak edo formula famatuak dira “*Herriak ez du barkatuko!*” eta holakoak...

Estatu gehiegikerien adibide onak ditugu Jon Anzaren eta azken mende erdian hainbat euskal militanteren kasuak. Zuzenbide estatuak bere egin beharrak bete ez dituen kasuak: desagertzeak aztarnarik gabe utziz, aztarnak direlarik bertsio ofizialak ilungune eta hutsune gehiegirekin utziz, inkesta aitzinatzeko zernahi traba ezarriz, etab. Ber heineko gehiegikeri adibideak dira ere kartzeletan sakabanatuak edo gaixorik edo kondenaren 2 erenak beteak dituzten presoak... Hots, dagozkien eskubideak nehondik ere ez dituztenak errespetatuak!

Aldiz, nahi eta nahi ez, “*ez barkatzearen*” logika horrek badu erran nahi argi bat: herraren atxikitzearen gainean koadatzea, mendekuaren erabilpenari ez uko egitea, bihotz edo barkaberatasunarekin jujatzeari uko egitea, etab.

“*Herriak ez du barkatuko*”-ren definizioaren formulak berak arras errun edo oposizioan ezartzen du bere burua usaian Ezker Abertzaleak erabiltzen duen formulatik “...*gertakari* “*honek*” eta “*harek*”, era krudelean agerian utzi dute gatazka honek eragiten dituen ondorio latzak eta sufrikarioa. Hortara, gure engaiamendu sendoa, gatazka honen behin betiko konponbide politikoa gauzatzea da, halako gertakariak beriz gertatu ez daitezzen”. Azken egunetan “*honek*” aipatzean,

Jon Anzaren auzia ulertu behar zen eta “*harek*”-en kasuan “*enfentamenduan hilik suertatu den*” jendarma...

Ez da beti errexa izan behar alde guzietako biktimen famulientzat “*Estatu*” edo “*militar*” logika batzuren “*kolateralak*” edo “*ondorio latzak*” “*suertatu*” direla ikustea... Eta ez da beti argi izan behar herritarrentzat, batentzat “*defentsa*” dena bestearentzat “*ataka*” dela ikustea...

Ber maneran ere zaila izanen da jendarteari “*Herriak ez du barkatuko!*” oihukatzen eta paretetan idazten dutenek ondolitik “*amnistia*” (lege baten bidez arau hausteen ahanzte ofizialaren galdea... hots barkamen mota bat) galdetzea “*euskal preso politikoentzat*”. Hori guzia konduan hartu gabe “*euskal preso politikoak*” direnak batzumentzat, besteentzat “*800 hiltzeren ardura duten pertsonak*” direla.

Alta bada, ezker abertzale historikoak azken aldietan dion bezala, euskal gatazka Mitchell-en printzipioen ildotik behar baldin bada konpondu alderdi guziek beharko dute “*zigorrezko erailketa eta kolpeak gelditu eta horiek gelditzeko bideak hartu*”... Argi da orduan, “*Herriak ez du barkatuko*” ez dela inondik ere aterabidea...

Filosofia pixka batekin bukatzeko, batek zion “*Momentoko atsegina nahi baduzu, mendeka zaitez, bizi osoko poza nahi baduzu (gure kasuan “gatazka politikoaren gainditzea” nahi baduzu) barka ezazu*”...

Ea bi aldeetako “*arduradunak*” holako logika berri batzularnatzten hasten diren!



CETTE SEMAINE

## TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

# Régionales enjeu important ?

### ● Pantxo Bimboire

**L**ES compétences des régions, dans l'hexagone, sont peu étendues: transports régionaux, bâtiments scolaires, et quelques pouvoirs d'initiatives d'ordre économique. Faut-il rappeler que le budget de la région Aquitaine est grosso modo, le 1/10<sup>ème</sup> de celui de la Communauté autonome d'Euskadi, dont les champs de compétence sont très étendus?

Cela a-t-il été souligné par les différents programmes des listes candidates aux élections régionales? Y a-t-il eu un candidat qui ait mis en cause la nature même du pouvoir régional?

Pas grand monde ne soulève ce problème. Certains se sont élevés contre la réforme des collectivités territoriales. J'ai entendu M. Rousset la critiquer au soir du 14, et, dans ses programmes, Europe Ecologie a mentionné la trop forte centralisation.

Mais le microcosme journalistique télévisuel n'a pas expliqué vraiment l'enjeu du pouvoir régional. Faut-il se battre, en effet, pour gérer le TER qui dessert Pissos ou rénover le lycée de Trifouillis? Sans doute que ces débats sont peu valorisants pour le journaliste qui veut faire du papier ou des scoops. Mais dans les territoires, des débats sont pourtant sensibles, et il faut tout faire pour rapprocher le politique de la vie de tous les jours (ainsi que l'indique le mot grec). Il est vrai que le travail journalistique à mener pour comparer les réussites et les enjeux dans chaque région, est beaucoup plus complexe. La simplification est donc recherchée, comme est recherché le lien avec les têtes parisiennes des partis.

Ce même microcosme a pu réagir lors du succès de M. Frêche, et citer le combat local contre l'état-major centraliste. Il est, là aussi, plus simple de raccourcir et de caricaturer...

Aussi, le détournement des débats télévisés a consisté à discourir, non sans justesse, il est vrai, sur les raisons de l'abstention, et sur le désaveu de la politique gouvernementale, comme si le mandat présidentiel était sur deux ans.

Il me semble que la vraie question était plutôt : une région pourquoi faire? Cette question n'a pas été posée, et le modèle jacobin semble de plus en plus faire partie de la structure même de la pensée des élites.

### Pourtant, des décisions prégnantes

Même si tout ce qui a été indiqué plus haut est vrai, les décisions des régions peuvent être impactantes. En ce qui concerne la région Aquitaine, je vais rappeler quelques faits significatifs : sur le plan agricole, la décision de l'aide à EHLG, a été significative et a été déterminante dans les arguments de la défense lors des procès, comme l'ont été la présence de la chargée de l'agriculture à tous les salons Lurrama, comme sans doute le sera la récente nomination de son remplaçant (FNSEA bon teint).

Si la liste EE-PS-FG était passée en Alsace, elle aurait décidé de ne plus contracter d'emprunts auprès de banques ayant des agences dans les paradis fiscaux. C'eût été la mise en pratique d'une gouvernance, souvent citée, mais jamais appliquée,



qui pourrait se révéler un puissant levier.

Et que dire de la décision déjà prise de la région de Poitou-Charente d'apporter un capital de 5 millions d'euros à la société Heuliez? Croyez-vous que cette grande première soit anodine? Cette implication économique est largement utilisée par les Landers allemands. Il est vrai que leurs budgets doivent être 10 à 20 fois plus importants, et leurs champs de compétences plus étendus (type Euskadi). Il n'est d'ailleurs pas certain que cette intervention régionale soit dénuée de critique tant le pouvoir des régions est ridicule (quid de la responsabilité de la future présidente, si l'entreprise ne survit pas, ce qui risque d'ailleurs de se passer malgré les 10 millions du FSI et les 20 du chevalier blanc Alphan Manas?). N'a-t-on pas appris que dans la déconfiture Madoff, certaines régions avaient perdu quelques plumes. Mais rassurez-vous, cher lecteur, aucun président de région ne portera le chapeau.

### Qu'avons-nous voté en Pays Basque?

Cher lecteur, étant influençable, j'ai déposé, bien gentiment, mon bulletin EH bai, dans l'urne et mon vote n'a servi à rien, même si on nous a expliqué qu'il y avait entre 4.000 et 5.000 voix.

J'aurai dû voter pour la liste J. Tellechea. J'y avais des amis (est-ce suffisant? Non, sans doute). Il y avait les conditions d'une réelle prise de position mesurée mais ô combien révolutionnaire au vu des autres programmes : LGV oui, mais sur voies existantes, développement de l'économie locale, soutien à EHLG, pour une collectivité territoriale (et une amorce de réflexion sur le sujet)... et des voix comptées, répertoriées et affichées. Avec l'âge, je me fatigue des combats symboliques. Avec les 7.000 voix du PNV, le poids électoral en Iparralde aurait été significatif et commenté. Dans les villages, il serait apparu comme le 2<sup>e</sup> ou le 3<sup>e</sup> parti.

J'ai bien fait de ne pas voter EE, car la politique LGV et de l'agriculture durable seront bien vite passées à la moulinette du PS, jacobin dans l'âme, ainsi que le soulignait à maintes reprises *Sud Ouest* de la semaine post 1<sup>er</sup> tour.

Au second tour, je ne voterai ni UMP, ni PS, c'est alors que je sortirai peut-être, à nouveau, et cette fois à bon escient, mon papier EH bai... ou autre choix?

Ceci dit, je me suis un peu lâché dans cet article. Merci d'excuser cet écart et merci d'exprimer sans doute mieux que moi, d'autres points de vue.

●●● que pour expliquer les raisons qui auraient favorisé les abus sexuels commis par les prêtres, le pape évoque "la sécularisation de la société" et une certaine interprétation "du renouveau proposé par le concile Vatican II". C'est bien connu, tous les laïcs sont des pédophiles et l'abandon de la messe en latin favorise l'utilisation inconsiderée des langues.

●●● pas tant que ça que sur les images video d'un supermarché des prétendus etarra (en fait des pompiers catalans), les policiers aient formellement reconnu un des hommes impliqués dans la fusillade de Dammarie-les-Lys. Il faut espérer que les pompiers ont de meilleurs tuyaux que ça!

●●● qu'en prévision de la déculottée des régionales, l'Elysée ait distribué aux responsables de l'UMP un argumentaire appelé "éléments de langage" pour nier la défaite sur les plateaux de télé et durant la campagne du second tour. Les électeurs ont plutôt lu "éléments de langage".

●●● que lors d'une réception à l'Elysée à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation internationale de la francophonie, Sarkozy exhorte les pays membres à faire du français une arme internationale contre le "monolinguisme" et la "monoculture" du monde anglo-saxon. Dans sa bouche le français est déjà une arme de destruction massive.

●●● des vagues soulevées du côté (droit) de la grande plage par la prise de position de Didier Borotra en faveur d'Alain Rousset à la veille du premier tour des régionales. D'ici que Brisson et ses copains lui imputent le raz-de-marée socialo!

●●● Que, avec sa finesse habituelle, Lamassoure en campagne à St Jean-de-Luz déchire les bulletins de vote des listes socialiste, Europe Ecologie et Front de gauche devant les caméras de télévision. Pourtant les électeurs n'ont pas déchiré les siens, ils ne les ont même pas regardés.



# Deuxième tour des régionales en Iparralde

**E**n Iparralde, comme dans le reste de l'hexagone, la mobilisation des électeurs pour ce deuxième tour de scrutin des régionales a été plus forte que pour le premier. La participation est passée de 47,89% à 49,93%, soit 4.392 votants supplémentaires. Le nombre anormalement élevé de bulletins blancs ou nuls pour un deuxième tour (7.525) est à souligner. Vote protestataire abertzale? Mécontentement des anti-LGV? Une indication peut être donnée par le taux record de bulletins non valides dans des cantons comme Hiriburu, Uztaritze ou Ezpeleta où la participation est également faible.

A l'instar des autres départements d'Aquitaine, les électeurs ont placé la liste PS-Europe Ecologie-Front de gauche largement en tête du scrutin. Les colistiers d'Alain Rousset, menés dans le département par le maire d'Oloron Bernard Uthurry, recueillent 45,58% des suffrages, et améliorent de 3,12% le total des pourcentages (42,46%) obtenus séparément par les trois listes au premier tour.

La liste de l'UMP Xavier Darcos, avec Alain Lamassoure à sa tête, arrive en seconde position avec 29,62%, soit un gain de 6,56% d'un dimanche à l'autre. La progression de la troisième liste, celle du Modem Jean Lassalle, menée ici par Jean-Jacques Lasserre, est encore plus forte. Elle passe de 16,48% à 24,80% (+ 8,32%).

Quelles leçons tirer de ce deuxième tour de scrutin? En dépit d'une participation plus for-

te, la progression de la liste de l'union de la gauche «nouvelle version» en Iparralde est la plus faible de toutes les circonscriptions électorales d'Aquitaine. Avec 45,58%, Alain Rousset est très loin d'atteindre son score aquitain de 56,34%. Ce n'est guère une surprise sur un territoire toujours fortement ancré à droite. Mais sa position intransigeante sur la LGV n'est sans doute pas étrangère à cette relative désaffection.

A contrario, la liste Lasserre-Lassalle doit vraisemblablement sa forte progression d'entre les deux tours à son positionnement contre la création d'une ligne ferroviaire à grande vitesse à travers le Pays Basque. Les deux têtes de liste se sont prononcées contre la LGV et en faveur de l'aménagement des lignes existantes. En héritière de la tradition chrétienne-démocrate du Pays Basque, la liste Forces Aquitaine a également pu convaincre certains électeurs du PNV Jean Tellechea.

Avec un gain de 6,56%, la liste UMP Darcos-Lamassoure a fait le plein des voix de la droite et de l'extrême-droite du premier tour. En déchirant publiquement devant les caméras de télévision les bulletins du premier tour des trois listes de gauche, Alain Lamassoure avait envoyé un signal clair aux 5,41% d'électeurs du Front national du 14 mars. Tout en finesse l'eurodéputé, comme d'habitude!

Iparralde sera représenté par 7 élus au Conseil régional d'Aquitaine. 7 élus sur les 17 du département, le Pays Basque paie son tribut à l'hégémonie béarnaise. Comme d'habitude!

## Résultats du 2<sup>ème</sup> tour des r

	Inscrits	Votants	E
Anglet Sud	15.654	7.838 50,07%	
Anglet Nord	12.779	6.556 51,30%	
Bayonne Est	7.453	3.191 42,81%	
Bayonne Nord	12.855	5.719 44,49%	
Bayonne Ouest	12.797	6.163 48,16%	
Biarritz Est	12.602	5.726 45,44%	
Biarritz Ouest	10.554	4.486 42,51%	
Bidache	3.991	2.364 59,23%	
Espelette	11.311	5.345 47,25%	
Hasparren	6.830	3.708 54,29%	
Iholdy	3.550	1.964 55,32%	
Hendaye	20.989	10.636 50,67%	
La Bastide	5.236	2.616 49,96%	
Mauleon	8.242	4.770 57,87%	
Baigorri	5.028	2.309 45,92%	
St-Jean-de-Luz	19.469	10.087 51,81%	
St-Jean-Pied-de-Port	5.341	2.975 55,70%	
St-Palais	7.306	4.310 58,99%	
St-Pierre-d'Irube	12.482	6.124 49,06%	
Tardets	2.887	1.581 54,76%	
Ustaritz	17.992	9.062 50,37%	
<b>TOTAL</b>	<b>215.348</b>	<b>107.530</b> 49,93%	

## Trop Vert et pas bon pour des gouj

**D**ÉÇU mais pas amer, Jean Lissar a jeté l'éponge au lendemain du premier tour des élections régionales du 14 mars. Déjà, il avait dû céder la tête de la liste Europe Ecologie des Pyrénées-Atlantiques au nouveau venu David Grosclaude. Mardi dernier, il s'est plié à l'intransigeance de la fédération départementale du PS et de son très sectaire secrétaire Pierre Chéret.

Voilà ce qu'il en coûte de ne pas atteindre les 10% et de se retrouver privé de l'arme nucléaire de la menace de maintien au moment de négocier la fusion des listes pour le second tour. Europe Ecologie voulait trois candidats éligibles

sur la liste départementale de la gauche réunifiée menée par l'Orlonais Bernard Uthurry. Niet a décrété Chéret, ce sera deux : un homme et une femme. «Si tu veux être l'homme, vire Grosclaude», lui a signifié le secrétaire fédéral qui apparemment déteste encore plus l'occitaniste béarnais que le Vert basque.

Arrogance d'un premier secrétaire socialiste qui, remis en selle par le bon score du premier tour des régionales, se venge de la grande frayeur vécue lors des européennes face à la déculotée du PS et à la montée d'Europe Ecologie. Intransigeance d'une fédération départementale de la pire espèce jacobino-sectaire inféodée



Jean Lissar

IBAN GROSSIER, MEMBRE DU GROUPE VELO DE LA COMMISSION ALTERNATIVE AU TOUT VOITURE DE BIZI!

## Diagnostic citoyen vélo

“Une contribution concrète et locale  
pour une société décarbonée, sobre et heureuse !”



Membres de Bizi! lors de la conférence presse sur le “Diagnostic citoyen vélo”, le 10 mars dernier, qui a réuni toute la presse locale

Dans le cadre de la campagne «*Diagnostic Citoyen Vélo*» que mène Bizi! ce printemps, *Alda!* a rencontré Iban Grossier, du Groupe Vélo de la Commission Alternative au Tout Voiture de Bizi! Voici une nouvelle initiative locale et concrète de Bizi! qui montre «*qu'on peut collectivement contribuer à l'émergence d'une société décarbonée, sobre et heureuse sans attendre le grand soir !*»

### D'où vient le projet de Diagnostic Citoyen Vélo ?

Le diagnostic citoyen vélo est le fruit de la rencontre entre la volonté d'œuvrer en faveur d'actions concrètes en matière d'al-

ternative au tout voiture en ville, d'une part, et une affection particulière de nombreux militants de Bizi! pour le vélo, d'autre part.

Suite à la manifestation de Bizi! le 29 août dernier pour le maintien et l'amélioration du Chronobus, des militants du mouvement ont créé un groupe de travail «*alternatives au tout voiture*» ou “ATV”. La mission de la commission ATV a été, dans un premier temps, de porter deux revendications auprès des élus de la CABAB (Communauté d'Agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz) :

❶ la création d'une instance de participation citoyenne sur le BAB sur le Chronobus et les autres alternatives à la voiture.

❷ l'étude de l'évolution vers la gratuité des transports en commun du BAB (avec comme premier pas celle des lignes Chronobus),

à l'instar de ce qui a été réalisé à Châteauroux et Aubagne, dont la taille est similaire à celle du BAB.

C'est dans ce contexte que le groupe ATV a rencontré à deux reprises, en septembre et octobre 2009, le Syndicat Mixte des Transports en Communs (SMTC) dont le rôle est la mise en œuvre de la politique de transport collectif sur l'agglomération bayonnaise.

Avec la ferme intention de se positionner comme un acteur du changement nécessaire de notre société au travers d'actions concrètes, lors de notre seconde rencontre, nous avons proposé au président (M.Veu-nac) et au directeur (D.Chene) du SMTC, de procéder à un diagnostic des conditions de circulation à vélo sur l'agglomération. →



Iban Grossier

Pour réaliser ce travail, nous voulions associer largement la population cycliste de l'agglomération en faisant appel à son expertise d'usage. Qui mieux que les cyclistes, occasionnels ou réguliers, sont les plus à même d'identifier les difficultés que l'on rencontre en se déplaçant à vélo ?

### **Ce diagnostic est une étape pour la mise en place d'une alternative au tout voiture ?**

En réalisant le diagnostic citoyen vélo, Bizi! entend inciter les décideurs politiques de l'agglomération à mettre en œuvre une politique d'aménagement de l'espace public ambitieuse en faveur de la bicyclette. Elle devra concourir à améliorer significativement les conditions d'utilisation de ce mode de transport du futur. En fait il est important de rappeler qu'en ville, la réduction des émissions de gaz à effets de serre (GES) dues aux transports (400 000 tonnes de CO2 par an sur le BAB) passe par un changement de comportement visant à privilégier les transports en communs et les modes de déplacement doux (marche à pieds, bicyclette, roller) au détriment de la voiture individuelle.

### **Quelles sont les caractéristiques du diagnostic citoyen vélo ?**

Le diagnostic comporte 2 parties distinctes. 9 questions pour mieux connaître la personne qui répond et dégager les grandes tendances sur la perception générale des usagers du mode de déplacement à vélo. Puis pour chaque point noir rencontré, la personne est invitée à remplir la partie 2 qui est constituée d'une seule page sur laquelle le problème est identifié avec précision (localisation et description) et éventuellement une ou plusieurs solutions à mettre en œuvre sont proposées.



Remplir le questionnaire en ligne, c'est facile : [www.bizimugi.org](http://www.bizimugi.org)

C'est véritablement là que nous en appelons à l'expertise d'usage des cyclistes.

### **Comment peut-on participer ?**

Nous souhaitons que toutes les personnes qui se déplacent à vélo sur l'agglomération participent au diagnostic. Même s'il s'agit d'une pratique occasionnelle, votre avis nous intéresse ! En effet, combien êtes-vous à n'utilisez que trop rarement votre vélo parce que sa pratique est souvent dangereuse ? Le moyen le plus simple est de remplir le questionnaire en ligne sur [www.bizimugi.org](http://www.bizimugi.org) ou de passer au local de la Fondation le récupérer/déposer dès maintenant. En juin, nous organiserons un grand rassemblement qui marquera la fin du diagnostic.

### **Quels sont les objectifs du diagnostic ?**

Les réponses récoltées permettront de réaliser des propositions concrètes d'aménagement pour résoudre les points noirs identifiés par les cyclistes. Un rapport sera remis au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération bayonnaise qui s'est engagé à étudier nos propositions.

### **Comment Bizi! animera cette campagne ?**

Une dizaine de militant(e)s de Bizi! assure l'animation du diagnostic citoyen vélo. Ils forment le groupe vélo de la commission Alternative au Tout Voiture.

Durant les mois d'avril et mai, le groupe vélo va organiser des rencontres citoyennes le long des parcours cyclables privilégiés. A ces occasions, les militants de Bizi! iront à la rencontre des cyclistes, sur les bords de l'Adour et de la Nive, le long des plages et aux abords des marchés. L'objectif sera de faire participer le maximum de pratiquants du vélo au diagnostic.

### **Quels ont été les premiers retours ?**

Le lancement officiel du diagnostic a eu lieu le mercredi 10 mars 2010 au cours d'une conférence de presse à laquelle les principaux médias locaux ont répondu présents. Les jours qui ont suivi, le diagnostic citoyen vélo a bénéficié d'une bonne couverture médiatique (presse, radio et télévision).

A ce jour, plusieurs dizaines de personnes se sont connectées sur [www.bizimugi.org](http://www.bizimugi.org) pour remplir le questionnaire en ligne.

Outre le remplissage du diagnostic en ligne, nous comptons également beaucoup sur la circulation de l'information via les courriers électroniques et les rencontres de terrain.

Par ailleurs, les communes membres du SMTC ainsi que les offices de tourisme ont été invitées à relayer le diagnostic citoyen vélo en mettant à la disposition du public, dans leur espace d'accueil, des exemplaires du questionnaire au format papier.

Enfin, nous allons prendre contact avec les magasins de sport et les associations sportives susceptibles de relayer notre initiative.

Nous faisons le maximum pour que tou(te)s les cyclistes se sentent concerné(e)s et aient envie de participer.

A travers le diagnostic citoyen vélo, Bizi! propose à l'ensemble de la population de l'agglomération une démarche citoyenne constructive de grande ampleur qui déborde de la simple cadre militant.

### **Quels sont les objectifs visés et les prochaines étapes ?**

Du nombre de co-réalisateurs du diagnostic dépendra en partie la crédibilité du rapport qui sera remis au SMTC et aux élus de l'agglomération. C'est pourquoi, nous ambitionnons de rassembler un millier de réponses. Mais, au delà de la quantité, c'est la qualité des réponses qui primera. De ce point de vue, nous sommes déjà satisfaits !

En juin 2010, nous organiserons une grande manifestation populaire festive pour marquer la fin du diagnostic citoyen vélo.

Nous remettrons un rapport au SMTC et aux élus de l'agglomération bayonnaise. Nous les avons informés par courrier du lancement du diagnostic. Nous espérons pouvoir compter sur leur soutien dans cette démarche citoyenne engagée par Bizi!

Après l'été 2010, nous devrons veiller à ce que les propositions d'améliorations des parcours cyclables faites par les cyclistes de l'agglomération dans le cadre du diagnostic ne restent pas sans lendemain.

Mais nous réfléchissons déjà à la rédaction d'un guide répertoriant les parcours cyclables alternatifs permettant d'éviter les points noirs qui jalonnent les axes de circulation principaux.

L'action menée par Bizi! autour du vélo est un chantier parmi beaucoup d'autres. Elle illustre assez bien la volonté de notre mouvement de contribuer localement, de manière concrète, à l'émergence d'une société décarbonée, sobre et heureuse, sans attendre le grand soir.

Alors, hop, en avant, tou(te)s en selle !  
A vélo, la vi(II)e est belle !



## Egun xoragarriak!

Kiskil

Data batzuk gelditzen dira gure memoriari, uste dut martxoaren 14koa eta 21koak denek gogoan izanen dituztela.

BATERA plataformari esker, egiazko mugimendu azkar bat plantan jarri da, 115 bat herrietan, jendea goizik jaikia, herriko etxe aitzinetan mahaiak ezarriak – BAI eta EZ boletinak prest – gutun azalak, materiala guzira hor hausteleez beren iritzia eman dezaten Ipar Euskal Herriko lurraldeari buruz. Ariketa hobeagorik izaiten ahal dea, jendeer beren iritzia emateko posibilitatea eskaintzea baino? Noiz ikusi dugu horrelako mobilizazio azkar bat gure xoko honetan? Xinaurri tipi batzuk bezala Larrañetik – Hendaiara bakoitz bere mahaia atxikitzen!!

Maiz entzun da behar dela holako edo halako eztabaida plaza publikora eramanez, aldi honetan kausitua izan da!

Emaitzak begiratzean, ohartzen gira, aldekoek edo aurkakoez beren ikusmoldea eman dutela, hor ere kausitze ona, usu holakoetan aldekoek parte hartzen dute, populazio parte batek ez duelarik iritzia eman nahi. Noski baiak du irabazi, baina ezak ere bere boz kopurua egin zuen. BATERA ekarri duen instituzioari buruzko gogoeta honetan erakustera emaiten du, ez girela denak ber iritzikoak, debate honek baduela interesa eta ondoko aste eta hilabeteetan izanen dela zer aipa eta egin.

Agintari politikoez ez dute beldurrik izan behar, egiazko erreferenduma bat antolatuz !!

Kronikatxo hau idazterakoan, martxoaren 21a aitzin idatzia delakoz, Kiskilek ez dituen ezkuetan emaitza definitiboak, ezin erran zehazki ze emaitza atera diren.

Segur dena, garaipen handia izan dela 125 herrietan antolatua izan delakoz eta 90 bat auzapezek onartu dutelakoz.

Ariketa demokratiko honek eginen ditu umeak! Agian bai! Hau baita egiazko demokrazia!

Milesker Baterakoei parada eman baitigute, egun xoragarri baten pasatzeko, agian horrelako beste batzuk izanen ditugu!

□

MICHEL CAHEN

Chercheur CNRS à l'IEP de Bordeaux

# Le Néojacobinisme

## Il provient de la synonymie entre Cité et Nation

### Vivre son identité

#### sans avoir besoin de la définir

Les débats sur l'identité, organisés par les préfetures, ont au total réuni peu de gens, et surtout des gens d'un certain bord. La question ne passionne pas le peuple, celui-là même que l'on veut «définir». Son identité, il la vit, il n'a pas besoin de la définir.

#### Absolutisme français

#### et universalisme catholique

Le préfet des Pyrénées Atlantiques a évoqué à Bayonne l'odeur, la saveur, la couleur du Pays basque ? Mais que vouliez-vous qu'il dit ? Dire autre chose serait reconnaître qu'il y a plusieurs nations en France, ou que la France est une nation de nations. C'est interdit. Cela remonte à l'absolutisme français et à l'universalisme catholique – tout n'est pas la faute des Jacobins ! – mais la Révolution de 1789-1793 a été le moment décisif. Mais on oublie une chose : certes, la Nation était désormais l'ensemble des citoyens de France, mais la République était universelle. Le «sang impur» de la Marseillaise désignait l'ennemi de classe (les aristocrates émigrés victimes de la maladie du sang bleu) et non les étrangers.

#### Structure politique (Cité)

#### et définition identitaire (Nation)

Il n'y avait pas, à l'origine, cette juxtaposition entre la *structure politique* (République française) et la *définition identitaire* (nation française). D'une certaine manière, il y avait un internationalisme non-dit. Rapidement on sombra cependant dans la confusion fondatrice entre la *Cité* (la Communauté des Citoyens) et la *Nation* (la Communauté de sens, identitaire), en raison probablement du fait que, grâce à l'absolutisme royal, la nation française était déjà largement majoritaire en France, et que la République universelle n'avait pas vaincu, dégénéralant dans les guerres napoléoniennes. Cette synonymie entre Cité et Nation est au cœur du néojacobinisme bourgeois actuel : elle est désastreuse car elle implique qu'au sein de la citoyenneté française, il ne peut y avoir qu'une seule identité. La France n'est plus qu'une «nation simple», au lieu de se vivre comme une nation de nations, la pan-identité d'identités diverses qu'elle est en réalité – comme l'identité britannique est la pan-identité des nations anglaise, galloise et écossaise, sans les nier.



### L'«autre chose»

#### politiquement non définissable

Dans ce débat impulsé par la droite, la gauche a en général répondu simplement par l'«*identité républicaine*» : être français, ce ne serait que s'identifier aux valeurs républicaines... Dans ce cas, on ne voit plus la différence entre la France, le Portugal et la Turquie, qui sont les trois Républiques officiellement laïques d'Europe... Si la France n'est pas le Portugal, c'est pourtant bien qu'il y a autre chose. Mais cet «*autre chose*» n'est pas politiquement définissable : la gauche craint alors de retomber dans des définitions primordialistes (origines judéo-chrétiennes, génie national, etc.) qu'il faut effectivement refuser. Mais s'il faut refuser toutes les définitions primordiales – car l'identité est fluide –, cela ne devrait pas conduire à la négation des multiples facettes de l'identité. Repousser ces facettes dans la vie privée est impossible : des pratiques sociales de millions de gens ne sont pas une affaire privée. La langue, n'est pas une affaire privée, ni une opinion ou croyance personnelle, c'est un lien social.

#### Droit à l'égalité

#### pour exprimer les différences

On doit reconnaître les identités dans une optique égalitaire, et non pas différentialiste : c'est le droit à l'égalité qui, réellement appliqué, permet le mieux d'exprimer les différences. Encore faut-il que la loi soit égalitaire : quand la loi interdit à certains citoyens français de faire alphabétiser leurs enfants dans leur langue maternelle ou affective (par exemple, en euskara), cette loi est uniforme, mais pas égalitaire.

#### «Uniformisme» et «différentialisme»

L'uniformité confondue avec l'égalité, telle a toujours été la caractéristique du néojacobinisme français. Certes, la droite joue avec des notions différentialistes, dans une optique néolibérale de mise en concurrence généralisée des citoyens. Mais sur les grands axes de la «*définition nationale*», il n'y a pas vraiment de différence entre un «*uniformisme*» (de gauche) qui, confondant la Cité et la Nation, impose l'identité nationale unique à tous les citoyens, et un «*différentialisme*» de droite qui impose la loi du marché et du plus rentable à tous les aspects de la vie, jungle dans laquelle les «*petites langues*» et les «*petites identités*», soumises à la concurrence des grandes, n'ont aucune chance de survie.

□

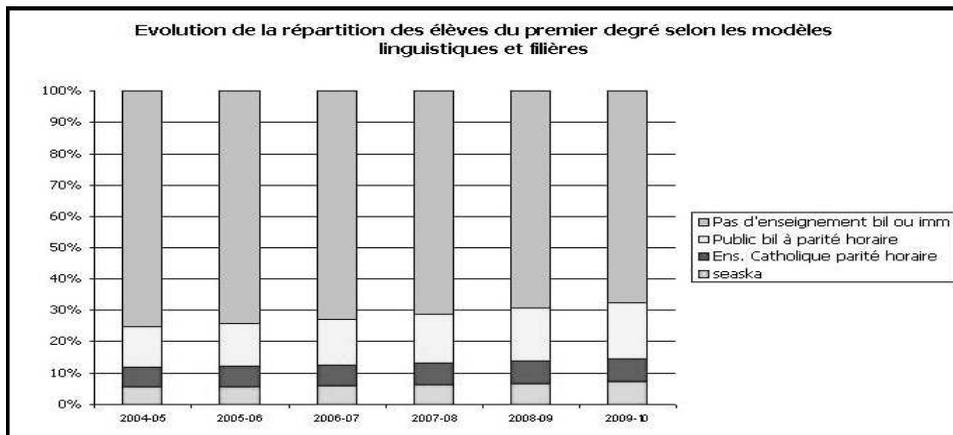
# Journée portes ouvertes des ikastola

**Le samedi 10 avril, pour découvrir les bienfaits de la méthode immersive**

Une ikastola est un établissement scolaire privé laïque sous contrat d'association avec l'état. Dans une ikastola, les programmes suivis sont ceux du Ministère de l'Education Nationale à ceci près que l'enseignement proposé se fait majoritairement en langue basque et sous la forme de «l'immersion linguistique».

Ce système «immersif» consiste à «plonger» l'enfant dans un bain linguistique tout au long de la journée par une pratique du basque dans tous les moments de la vie de l'école (cours, récréation, cantine, garderie...). L'objectif est qu'à la fin du primaire, l'enfant soit bilingue : en effet, l'introduction progressive du français (à partir du CE1) lui permet, même s'il est issu d'une famille exclusivement unilingue, de maîtriser parfaitement les deux langues à la fin du CM2.

Le 10 avril, les ikastola invitent à une journée «portes ouvertes». Ce sera pour les parents souhaitant que leur enfant apprenne le basque l'occasion rêvée de rencontrer les enseignant(e)s tout en visitant les locaux. Des parents seront également là pour répondre à toutes les questions por-



Evolution des effectifs scolaires dans l'enseignement primaire par secteur de collège

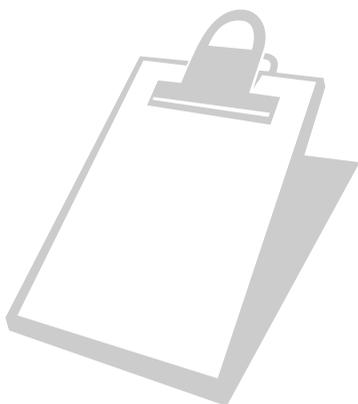
Secteur de collège	Année scolaire	Total effectif élève	Total effectif enseignement public	Total effectif enseignement catholique	Total effectif public bilingue	Total effectif catholique bilingue	Total effectif Seaska	Tot effectif bilingue + Seaska	% "Bil+Seaska"/Total	% Seaska/Total	% "Bil pub"/Total public	% "Bil catho"/Total catho
Total	2004-05	24 226	16 731	6 094	3 090	1 496	1 387	5 937	24,5%	5,7%	18,5%	24,5%
	2009-2010	24 655	16 867	6 017	4 361	1 832	1 771	7 964	32,3%	7,2%	25,9%	30,4%
Evolution 2004 -> 2009		429	136	-77	1 271	336	384	2 027	+41%	+23%	+28%	+34%

Source : Inspection d'Académie 64 / Traitement : Office Public de la langue basque

tant sur la vie associative. Tous les sujets pourront être abordés : les effectifs à taille humaine, la pédagogie utilisée, le suivi éducatif, les frais de scolarité, la question des parents non bascophones...

Pour 2009-2010, 7,2% des enfants scolarisés au primaire sont dans les ikastola. Faisons du 10 avril une étape de plus pour l'augmentation de l'effectif de Seaska.

## L'Agenda de la Fondation



Aldaren bloga : [www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

### LE LIVRE NOIR DU HARCELEMENT

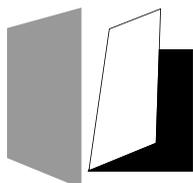


Monsieur Tubiana (Président d'Honneur de la LDH) lors de la présentation du Livre Noir à Bayonne.

En vente 2€ à la Fondation Manu Robles-Arangiz et à la Librairie Elkar (à Bayonne) ou à EHLG (à Ainhice-Mongelos).

«Le livre noir du harcèlement de EHLG par les pouvoirs publics et l'administration», retrace la pression permanente, quasi hebdomadaire qu'EHLG subit depuis sa création.

La version incluant les annexes est aussi en vente à 30€ dans les locaux de la Fondation MRA ou d'EHLG à Ainhice.



MANU ROBLES-ARANGIZ INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrkia  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



## Élections régionales du 21 mars

Exprimés	A. Lamassoure (UMP)	J.-J. Lasserre (MODEM)	B. Uthurry (PS)
7.434 94,85%	2.370 31,88%	1.242 16,71%	3.822 51,41%
6.308 96,22%	2.294 36,37%	926 14,68%	3.088 48,95%
2.981 93,42%	735 24,66%	545 18,28%	1.701 57,06%
5.383 94,12%	1.134 21,07%	913 16,96%	3.336 61,97%
5.822 94,47%	2.028 34,83%	916 15,73%	2.878 49,43%
5.461 95,37%	2.099 38,44%	896 16,41%	2.466 45,16%
4.291 95,65%	2.027 47,24%	662 15,43%	1.602 37,33%
2.234 94,50%	437 19,56%	1.005 44,99%	792 35,45%
4.896 91,60%	1.399 28,57%	1.464 29,90%	2.033 41,52%
3.383 91,24%	897 26,51%	1.258 37,19%	1.228 36,30%
1.794 91,34%	345 19,23%	854 47,60%	595 33,17%
9.630 90,54%	2.616 27,17%	1.986 20,62%	5.028 52,21%
2.437 93,16%	677 27,78%	719 29,50%	1.041 42,72%
4.473 93,77%	902 20,17%	1.396 31,21%	2.175 48,63%
2.109 91,34%	487 23,09%	843 39,97%	779 36,94%
9.319 92,39%	3.699 39,69%	1.776 19,06%	3.844 41,25%
2.772 93,18%	663 23,92%	956 34,49%	1.153 41,59%
4.019 93,25%	791 19,68%	1.910 47,52%	1.318 32,79%
5.566 90,89%	1.312 23,57%	1.469 26,39%	2.785 50,04%
1.490 94,24%	221 14,83%	586 39,33%	683 45,84%
8.203 90,52%	2.488 30,33%	2.477 30,20%	3.238 39,47%
100.005 93,00%	29.621 29,62%	24.799 24,80%	45.585 45,58%

## ajats

à Emmanuelli et à ses semblables. Rancune à l'endroit d'un élu qui s'oppose au projet dévastateur de la LGV dont les socialistes sont les défenseurs les plus acharnés.

Après deux mandats effectués dans la majorité socialistes-Verts d'Alain Rousset au Conseil régional d'Aquitaine, Jean Lissar tire l'échelle. Défenseur des revendications de Batera et soutien d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, cet élu discret mais déterminé aura bien souvent accompagné les abertzale dans la défense de l'identité et du développement durable de ce territoire. Jean Lissar saura rebondir, il est encore Vert.

# Renouveau nationaliste en Corse

**C**E 21 mars 2010 fera date dans l'histoire de la Corse en général et dans celle des nationalistes de l'île en particulier. En mettant fin à 26 ans de gouvernance de droite, les électeurs corses ont clairement signifié leur désir de changement. Désir irréprouvable puisque 69% des électeurs se sont déplacés jusqu'aux urnes dimanche dernier, battant, et de loin, le record de participation à ces régionales.

La gauche, avec 36,62 % des voix, termine à la première place, mais subit une perte de 4% par rapport au total obtenu par les quatre listes de gauche (radicaux, socialistes et communistes) du premier tour. La liste d'union menée par le radical de gauche Paul Giacobbi doit se contenter d'une majorité relative de 24 sièges sur les 51 de l'assemblée territoriale. Elle bénéficie de la prime de 9 élus réservée à la formation arrivée en tête. Paul Giacobbi devrait être élu président de l'exécutif, son allié communiste, Dominique Bucchini, devrait présider l'Assemblée territoriale. Mais la majorité relative devrait les forcer à composer.

Dans ce contexte, le mouvement nationaliste est sorti grand vainqueur de ce scrutin. Avec un total de 35,74% des voix, la liste autonomiste Femu a Corsica conduite par Gilles Simeoni (25,90%) et la liste indépendantiste Corsica Libera de Jean-Guy Talamoni (9,85%) obtiennent les meilleurs scores de leur histoire. Ils talonnent la liste d'union de la gauche. La liste de Gilles Simeoni et Jean-Christophe Angelini avait obtenu 18,40% au premier tour. Elle fait un bond de 7,50% pour atteindre 25,90%. La liste de Jean-Guy Talamoni retrouve son score du premier tour où elle avait obtenu 9,36% des voix.

L'extraordinaire dynamique des dernières municipales qui avaient vu l'alliance des nationalistes modérés réaliser une formidable percée se confirme. Elle est devenue la principale force politique de l'île. La stratégie de clarté imposée par le PNC et ses alliés paie. En se présentant sur deux listes au suffrage des électeurs, les deux tendances obtiennent trois



Jean-Christophe Angelini

fois plus de voix qu'il y a six ans, quand ils étaient unis sous la bannière d'Unione nazionale. L'essentiel des gains est à porter au crédit de Femu a Corsica.

Premiers à Porto-Vecchio, qui fut pendant des décennies le fief de Jean-Paul de Rocca-Serra, puis de son fils Camille, président sortant de l'Assemblée et député UMP, deuxièmes à Ajaccio et à Bastia, les deux principales villes, les nationalistes modérés sont désormais au centre de l'échiquier politique. Ils constituent une force avec laquelle la nouvelle majorité devra compter. Les colistiers de Gilles Simeoni disposeront de 12 sièges sur 51 à l'Assemblée territoriale, ceux de Jean-Guy Talamoni 3, soit, au total, 7 de plus que sous la précédente mandature.

Fort de son succès à Porto-Vecchio, Jean-Christophe Angelini, leader du PNC a déclaré: "Nous ne sommes pas là pour jouer les arbitres. La question n'est pas de remplacer la droite par la gauche. Maintenant, il va falloir travailler avec tout le monde, y compris les nationalistes."

Le renouveau corse est en marche.

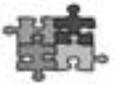
## Les 7 élus d'Iparralde au Conseil régional

Sylviane Alaux (PS)  
Mathieu Bergé (PS)  
Frantxua Maitia (PS)  
Alice Leiciagueçahar (EE)

Alain Lamassoure (UMP)  
J-Jacques Lasserre (Modem)  
Michel Veunac (Modem).



Alice Leiciagueçahar



# 5.242 voix supplémentaires en faveur de la Collectivité territoriale

**A**UX 27.866 électeurs des 117 communes qui se sont prononcés sur la nécessité d'une Collectivité territoriale à l'occasion du premier tour des régionales le 14 mars, sont venus s'ajouter 6.744 votants supplémentaires de huit communes (Basusarri, Ahetze, Arbona, Ziburu, Azkaine, Senpere, Urruña, Biriātu) lors du deuxième tour dimanche dernier. Le total des électeurs qui se sont exprimés s'élève à 34.610, soit 17,89% de ceux qui se sont déplacés pour voter pour ce scrutin régional 2010.

Leur réponse à la question est claire: 78,22% se sont prononcés en faveur de la création d'une collectivité territoriale propre à Iparralde, 19,14% contre et 2,73% ont voté blanc. L'objectif des responsables de Batera était d'atteindre un nombre de participants équivalant aux 32.000 signatures recueillies lors de la campagne de 2006-2008. Objectif atteint et même dépassé.

Que près d'un électeur sur cinq s'exprime sur la reconnaissance institutionnelle de notre territoire montre que le débat intéresse les citoyens d'Iparralde. La question est loin d'être dépassée. Les responsables de Batera

## Bigarren itzulia

Commune	Hauteslegoa Inscrits	Bozkazaleak Votants	Parte Hartzea Participation	Bai kipurua Nombre OUI	Bai OUI (%)	EZ NON	EZ NON (%)	Xuri Blancs	Xuri-BI (%)
Ahetze	1.178	422	35,82%	339	80,33	73	17,30	10	2,37
Arbonne	1.408	488	34,66%	334	68,44	132	27,05	18	3,69
Ascain	3.178	663	20,86%	511	77,07	136	20,51	16	2,41
Biriātu	698	270	38,68%	201	74,44	66	24,44	3	1,11
St Pée	4.053	854	21,07%	649	76,00	187	21,90	18	2,11
Urrugne	6.584	2.157	32,76%	1.617	74,97	486	22,53	54	2,50
Bassussary	1.885	450	23,87%	318	70,67	121	26,89	11	2,44
Ciboure	5.419	1.440	26,57%	1.273	88,40	147	10,21	20	1,39
<b>Total</b>	<b>24.403</b>	<b>6.744</b>	<b>27,64%</b>	<b>5.242</b>	<b>77,73</b>	<b>1.201</b>	<b>17,81</b>	<b>150</b>	<b>2,22</b>

## Martxoaren 14-a eta 21-a

Hauteslegoa - Electeurs consultables	Parte hartzea Participation	Bai - Oui	Ez - Non	Xuri - Blancs
193.505	34.610 (17,89%)	27.072 (78,22%)	6.625 (19,14%)	946 (2,73%)



devront définir une stratégie pour que le message soit relayé au moment de la discussion au Parlement du projet de loi sur la réforme de l'organisation territoriale hexagonale. Si, bien évidemment, le gouvernement maintient son projet après la déculottée subie aux régionales de dimanche dernier.

Une assemblée générale de Batera, fixée au 17 avril, débattre précisément de la meilleure façon de donner suite à la consultation.

## Tombola Batera

Les numéros gagnants de la tombola Batera sont : 06259; 07871; 06780.  
Pour retirer les lots téléphoner au:  
06 20 64 13 86.





# Un commando d'ETA tue un policier

*Au cours d'une opération d'envergure en région parisienne, des militants d'ETA ont tiré sur des policiers, et tué l'un d'entre eux. A l'exception d'un seul, arrêté sur le champ, ils ont réussi à prendre la fuite. Cet acte mortel en France, le premier dans l'histoire d'ETA, au-delà de l'émotion, soulève bien des interrogations.*

**A**LORS qu'on spéculait sur l'évolution voire la cessation de ses activités, ETA a démontré qu'elle continuait à planifier des actions de grande portée. S'attaquer en groupe à un parc automobile pour dérober plusieurs véhicules de grosse cylindrée, met en lumière la capacité et les intentions de l'organisation. Tirer des coups de feu sur une patrouille de police venue s'interposer permet de penser que ses militants ont la latitude de se défendre par tous les moyens. Cette fois-ci, contrairement à quelques précédents aboutissant à des blessures, le policier visé est mort. Jean-Serge Nérin, 53 ans, originaire de Guyane, père de quatre enfants, portait bien un gilet pare-balles. Le projectile aurait pénétré sous l'aisselle.

Est-il opportun de rappeler qu'ETA n'a jamais voulu s'affronter à l'Etat français? Elle a choisi d'en faire un refuge, sinon une base arrière. Et ce, bien qu'elle ait été durement frappée depuis longtemps par de multiples arrestations, des saisies d'armes et de documents, de démantèlements de réseaux, de caches et d'ateliers. ETA a cependant pris pour objectifs des sources éventuelles d'"approvisionnement", comme elle l'a prouvé dans les vols d'armes et d'explosifs de Plevin ou de Vauvert. Rares ont

été les tirs à l'encontre des forces de l'ordre. Aucun n'a été revendiqué par l'organisation, comme action délibérée.

Ce 15 mars en soirée, à Dammarie-Les-Lys (Seine-et-Marne), un groupe d'au moins huit personnes s'empare de voitures, après avoir maîtrisé le concessionnaire. Sur une voie proche, une patrouille de police tente de contrôler quatre personnes suspectes. Les complices, déjà à bord des véhicules, interviennent: on parle d'un échange de coups de feu. Un homme en est mort. Ses collègues parviennent à appréhender un des agresseurs. Il est identifié comme étant Joseba Fernandez Aspurz, 27 ans, recherché pour des actions de kale borroka en Navarre. Ses camarades sont toujours recherchés.

Les réactions ne se font pas attendre au plus haut niveau. Le président Sarkozy se rend sur place le 18 mars pour rendre hommage au policier abattu. Il décrète une mobilisation totale contre l'organisation terroriste, et annonce une sanction incompressible de 30 ans de prison à l'encontre des assassins de policiers. Il devrait être présent le 23 mars aux obsèques de la victime, ainsi que le président espagnol Zapatero. Les syndicats de police ont vivement réagi et ont manifesté leur colère.



Image vidéo des cinq pompiers catalans

La tragédie s'accompagne parfois de dérision. Les services de police font diffuser le 19 mars les images d'une vidéo-surveillance prise le matin même du drame dans un supermarché de Dammarie-Les-Lys. On y voit cinq hommes tranquilles, dont un pousse un caddy, devisant à l'entrée du magasin. Ils sont aussitôt catalogués comme "membres présumés d'ETA", sans doute ceux du commando. Il s'agit en fait de pompiers catalans, en stage de formation dans les environs...

Localement, on a enregistré l'appel d'AB à ETA pour qu'elle dépose les armes, et "l'affliction" manifestée par Batasuna. Dans un communiqué antérieur aux événements, mais connu le 21 mars, ETA continuait à proposer "des avancées nécessaires, sur le chemin menant au changement politique"...

# Un juge pour Anza

**L**ES nombreuses questions posées par la découverte tardive du corps de Jon Anza ont obligé le parquet à l'ouverture d'une information judiciaire. Un juge d'instruction de Toulouse, lieu ultime du drame, a été désigné dans la semaine du 15 mars. La procureure de Bayonne elle-même, dit ne pas comprendre l'absence de réaction aux signalements successifs émis par l'hôpital Purpan: le 30 avril, date d'admission du patient, à la police locale; le 4 mai au parquet toulousain; le 7 mai à l'Office central des disparitions inquiétantes. Le

billet de train, retrouvé sur l'inconnu AR-Bayonne-Toulouse, avec retour à Bayonne le 20 avril, n'a pas éveillé la curiosité. Reste surtout à éclaircir le délai 18-30 avril, douze jours écoulés sans que le militant ne donne de nouvelles. Il avait par ailleurs rendez-vous le 24 avril à Bordeaux pour un examen médical. Il semble aussi que cet homme, pourtant très malade, ne pouvait pas être joint par ses proches. Les cinq avocats de la famille, s'adressant le 18 mars à la presse, ont soulevé à nouveau les problèmes dans cette affaire, et



Conférence de presse des avocats de la famille de Jon Anza

évoqué l'intervention quasi certaine de barbouzes espagnoles. Ils se sont toutefois réjouis de l'information ouverte par la justice, permettant d'avoir accès au dossier, et de solliciter tous les actes nécessaires à l'obtention de la vérité.



# Et maintenant ?



**L'erreur serait donc d'attendre les bras croisés pour voir ce qui se passe”**

● Jakes Bortayrou

**D**ANS la longue marche pour la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord un nouveau jalon important a été posé qui interpelle directement les responsables politiques de tous niveaux et de toutes tendances et place chacun face à ses responsabilités. Difficile de croire que tout pourrait continuer comme si rien ne s'était passé. Pourtant l'expérience passée incite à la plus grande vigilance.

Quelle réponse de la part du gouvernement? Avec un préfet dont l'autorité est fortement mise à mal et alors que sa justice et sa police sont ici dans l'œil du cyclone avec la «disparition» de Jon Anza, va-t-il maintenir son attitude habituelle de mépris? Les députés et sénateurs du Pays Basque ensuite, dont le taux d'abstention à la consultation a été de 100%. Vont-ils voter sans broncher, sans la moindre remarque, le moindre amendement la réforme des Collectivités territoriales en ignorant les résultats des 14-21 mars? Et quid des conseillers généraux du Pays Basque dont la disparition est programmée en 2014 et dont la moitié se présentera devant les électeurs dans un an? Verrons-nous enfin un débat politique sur le sujet au Conseil général?

Que va faire pour sa part le Conseil des élus et son président Jean-Jacques Lasserre qui s'est montré favorable à la consultation et a porté devant la commission Balladur trois hypothèses pour l'avenir institutionnel du Pays Basque dont celle d'une collectivité territoriale spécifique comme en Corse? Les maires enfin, dont plus de la moitié ont soutenu la démarche et plusieurs sont militant(e)s de la première heure au sein de Batera. Après les avoir interrogés en 96 sur le département Pays Basque et en 2005 sur le besoin de consulter les habitants de ce pays, quelle initiative forte peut-on attendre de la part du Biltzar des maires pour relayer l'expression démocratique de leurs mandants?

Mais si Batera a gagné en crédibilité et légitimité, les responsabilités de la plateforme ne sont pas moindres vis-à-vis des citoyen(ne)s du Pays Basque. Les 32.000 demandes d'une consultation l'engageaient déjà fortement, et c'est une des raisons qui l'avait amené à définir cette nouvelle étape, mais les 34.610 électeurs/trices mobilisé(e)s sur deux jours l'engagent encore plus. Au-delà d'être un constat logique, c'est un sentiment qui habite sans aucun doute le millier de

volontaires ayant durant ces deux journées discuté, argumenté et recueilli l'opinion de leurs concitoyens.

L'erreur serait donc d'attendre les bras croisés pour voir ce qui se passe. Il faut au contraire réfléchir aux nouvelles perspectives, déterminer les enjeux et fixer de nouvelles échéances. L'organisation de la consultation a supposé de faire front contre l'autoritarisme du préfet. Les étapes suivantes ne seront pas moins conflictuelles. A quoi sont prêts les différents secteurs, les différentes forces qui composent Batera? Au-delà des échéances de court terme comme le résultat du procès d'EHLG ou la proposition d'une loi linguistique par un inter-groupe de député(e)s annoncé en juin, les deux années qui viennent avec finalisation de la réforme des collectivités territoriales, élections cantonales et présidentielles-législatives offrent un contexte propice pour poursuivre l'offensive en faveur de la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord. Comment? Ce sera le sujet de l'assemblée générale de Batera programmée pour le 17 avril prochain.

## Sur votre agenda

### Martxo:

● **Vendredi 26, 18h, UZTARITZE** (Eglise St Vincent). Concert d'Oldarra organisé par l'ikastola Louis Dassance. Entrée 8 €.

● **Vendredi 26, 20h, ANGELU** (Ecuries Baroja). Spectacle: Xabaltx.

● **Vendredi 26, 19h, HAZPARNE** (Centre Elgar). 17<sup>ème</sup> édition de la soirée de solidarité et de soutien aux prisonniers politiques basques, organisée par un groupe de personnes autour de Mikel Epalza.

● **Samedi 27, 11h, BAIONA** (Place Lacarre).

Baionan Kantuz.

● **Samedi 27, 18h30, HENDAIA** (Les Halles). Animations, peinture avec Bruno Aguerre.

● **Samedi 27, 21h, DONIBANE GARAZI** (Vauban). Concert de David Arriola.

● **Jusqu'au 4 avril, BAIONA** (Musée Basque). Exposition de photographies: "Portraits de combattants républicains".

● **Jusqu'au 11 avril, DONIBANE LOHITZUNE** (La Rotonde). Exposition d'arts plastique de Zoe Bray.

## preso

● **Le coût des drapeaux.** Les trois jeunes de Segi, qui avaient enlevé le 11 novembre des drapeaux français à Ustaritz, ont été condamnés le 16 mars.

Le tribunal correctionnel de Bayonne leur a infligé à chacun une peine de un mois de prison avec sursis, avec mise à l'épreuve pendant cinq ans. Ils doivent payer 300 € d'amende, un euro symbolique et 500 € de frais à l'association des anciens combattants, partie civile.



## Sommaire

### ● CAHIER N°1 ENBATA

Deuxième tour des régionales en Iparralde ..... 4 et 9

Un commando d'ETA tue un policier ..... 11

● **CAHIER N°2 «ALDA!»** ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr